

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205

06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
75	54	21

N° de la séance : 25

Objet de la délibération : Direction Habitat
Logement - Mise à disposition de données
statistiques des allocataires - Convention
avec la Caisse d'Allocations Familiales des
Alpes-Maritimes

- ☒ Original
☐ Expédition certifiée conforme à
l'original
Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : CC.2018.025

Date de la convocation :

Le 13/02/2018

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **27 FEV. 2018**

de la réception s/Préfecture
en date du **28 FEV. 2018**

Pour le Président,
Le Directeur Général des Services


Stéphane PINTRE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 19 février 2018

L'an deux mil dix-huit et le 19 février à 17h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Maison des Associations - 288, Chemin de Saint Claude à Antibes en session ordinaire du mois de février, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Lionnel LUCA, Christophe ETORE, Guilaine DEBRAS, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Jean-Pierre MASCARELLI, Marguerite BLAZY, Roger CRESP, Alain ARZIARI, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Jean-Paul ARNAUD, Richard THIERY, Claude BERENGER, René TRASTOUR, Joseph VALETTE, Thérèse ROUAZE, Robert CREPIN, Christine SYLVESTRE, Michèle MURATORE, Marie-Claude MOITRY, Patrick DULBECCO, Angèle MURATORI, Guy GIRAUD, Marie BENASSAYAG, Elisabeth JANIN, Anne-Marie BOUSQUET, Bernard MONIER, Claudine MAURY, Thérèse DARTOIS, Albert CALAMUSO, Patrick CHAGNEAU, Marina LONVIS, Anne-Marie DUMONT, Audouin RAMBAUD, Simone TORRES-FORET DODELIN, Michel VIANO, Martine BONNEAU, Michel BERTRAND, Abderrazak SALOUH, Françoise THOMEL, Nathalie DEPETRIS, Elisabeth PILLARD, Laurent COLLIN, Patrice COLOMB-PONTOIRE, Déborah MINEI

PROCURATIONS :

Joseph LE CHAPELAIN à Jean-Bernard MION, Colette ZALMA à Jean Pierre MAURIN, Afrim KACA à Audouin RAMBAUD, Marc DAUNIS à Christophe ETORE, Eric DUPLAY à Anne-Marie BOUSQUET, Serge AMAR à Simone TORRES-FORET DODELIN, Valérie TIERAN-GNONI à Damien BAGARIA, Khéra BADAOUI à Françoise THOMEL

ABSENTS :

Henri GANNARD, André-Luc SEITHER, Jacques GENTE, Cléa PUGNAIRE, Nadine GASTAUD, Yves DAHAN, Jean-Pierre DERMIT, Béatrice VIGNOLO, Martine SAVALLI, Barbara LANCE, Anne CHEVALIER, Matthieu GILLI, Lionel TIVOLI

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Madame Déborah MINEI, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Madame BLAZY,

Par délibération n°CC.2011.119 du 23 décembre 2011, le Conseil Communautaire a approuvé le Programme Local de l'Habitat 2012-2017, modifié par délibération n°CC.2012.163 du 17 décembre 2012 (extension du périmètre CASA avec intégration de huit nouvelles communes).

Par délibération n°CC.2015.096 du 28 septembre 2015, le Conseil communautaire a approuvé la signature du contrat de ville 2015-2020 dont un des piliers est nommé « habitat et cadre de vie ». Pour la réalisation des objectifs définis dans ce cadre, il fixe notamment des orientations de veille à un « bon équilibre social » et de construction d'une offre de logements adaptée aux besoins des jeunes ménages et des personnes âgées.

Par délibération n°C.2016.104 du 27 juin 2016, le Conseil communautaire a instauré la mise en place de la Conférence intercommunale du logement, instance en charge de définir les objectifs en matière d'attributions de logements sur le territoire de la CASA.

Dans le cadre de l'orientation de sa politique d'attribution de logements sociaux et dans un souci de renforcer la mixité sociale au sein du quartier des Hauts de Vallauris, la CASA a entrepris aux côtés du bailleur Erilia un recueil de données statistiques afin d'identifier les phénomènes suivants au sein de la résidence des Hauts de Vallauris :

- Le vieillissement des résidents,
- Les possibles sous-occupations des grands logements,
- Les possibles sur-occupations des petits logements.

S'agissant de la Caisse d'Allocations Familiales des Alpes Maritimes (CAF), les informations qu'elle possède sur les situations individuelles de ses allocataires sont indispensables à la compréhension du fonctionnement de la résidence des Hauts de Vallauris et sont communicables dans le cadre des actions partenariales développées par la Caisse dans le domaine de l'observation sociale.

Afin de formaliser ce partenariat, la CAF a transmis un projet de convention de mise à disposition des données statistiques, ainsi que son annexe, qui précise les conditions d'exploitation des données par un prestataire de services.

Il est donc proposé au Conseil Communautaire :

- d'approuver les termes de la convention avec la Caisse d'Allocations Familiales des Alpes Maritimes, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président, à signer ladite convention et tous les documents y afférents.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DE LA VICE-PRESIDENTE ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'approuver les termes de la convention avec la Caisse d'Allocations Familiales des Alpes Maritimes, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président, à signer ladite convention et tous les documents y afférents.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 19 février 2018
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,


Jean LEONETTI

CONVENTION

Préambule

L'observation sociale constitue un outil d'aide à la décision essentiel pour l'éclairage et l'élaboration des politiques d'Action Sociale.

S'appuyant sur la richesse des informations sociales qu'elle détient par sa connaissance des allocataires, la Caisse d'Allocations Familiales des Alpes-Maritimes souhaite développer les actions partenariales dans le domaine de l'observation sociale.

La Caisse d'Allocations Familiales marque par la présente convention sa volonté de favoriser l'observation sociale et de contribuer au diagnostic social local.

ENTRE

La Caisse d'Allocations Familiales des Alpes-Maritimes, dénommée Cafam, dont le Siège est à NICE, 47, Avenue de la Marne - 06175 NICE CEDEX 2, représentée par son Directeur Général, Yves FASANARO .

ET

La CASA, située : 449 route des Crêtes B.P. 43 - 06 901 Sophia-Antipolis Cedex, représentée par son Président, Jean LEONETTI, et ci-après dénommée le demandeur.

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT

Article 1er

La Cafam décide de mettre à disposition des données statistiques dans les conditions définies par les articles suivants. Chaque demande d'informations constitue une annexe à la présente Convention.

Article 2

Le demandeur déclare avoir pris connaissance de l'annexe qui décrit les données communiquées par la Cafam et la méthodologie d'élaboration.

Article 3

Le demandeur s'engage à utiliser ces données pour un usage interne dans le cadre de sa politique.

Il s'engage à ne pas céder, sous une forme ou sous une autre, tout ou partie des informations ci-dessus recueillies, sauf accord préalable de la Caf des Alpes-Maritimes.

En cas d'accord, celui-ci se matérialise par une convention précisant les droits et les responsabilités de chacune des parties.

Article 4

Mention explicite de la source Cafam sera faite sur tout document ou lors de toute présentation orale sur la base des informations chiffrées transmises.

Article 5

Ce transfert d'informations s'opère dans le cadre de la réglementation concernant le respect des libertés individuelles et notamment la Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Le demandeur accepte les règles de la Cafam en matière de secret statistique :

- pas de transmission de données si elles ne concernent pas au moins 5 allocataires, faute de quoi la valeur sera mise à blanc et l'ensemble des données sont transmises à l'échelon communal.
- aucune zone infra-communale ou sous-population ne sera étudiée si elle ne comprend au moins 100 allocataires.
- aucune information transmise ne devra permettre l'identification directe ou indirecte des allocataires.

Article 6

Les frais engagés par la Cafam ne donneront pas lieu à facturation.

Article 7

En contrepartie de la transmission de données statistiques, le demandeur s'engage à restituer à la Caf des Alpes-Maritimes les résultats relatifs à l'étude effectuée sur la base des données chiffrées que celle-ci lui aura transmis.

Article 8

En cas de manquement au respect d'une des présentes dispositions, cette convention pourra être dénoncée à tout moment par l'une ou l'autre des parties.

Article 9

La présente convention est mise en place pour une durée de 1 an à compter de sa date de signature.

Article 10

La présente convention est dispensée du *droit de timbre et de la formalité d'enregistrement*. Elle deviendra exécutoire après avoir été revêtue de la signature des parties contractantes.

Fait à Nice, en deux exemplaires originaux,
le 29 janvier 2018

Le Directeur Général
de la C.A.F.A.M

Le Président de la
Communauté d'Agglomération
de Sophia-Antipolis

Yves FASANARO

Jean LEONETTI

Population totale		Commune		Hauts de Vallauris	
Population allocataire :					
Situation familiale :		effectifs	%	effectifs	%
isolés					
monoparents					
couples sans enfant					
couples avec enfant(s)					
TOTAL					
Enfants à charge :		effectifs	%	effectifs	%
sans enfant					
1 ou 2 enfants					
3 enfants ou +					
TOTAL					
Age des enfants :		effectifs	%	effectifs	%
moins de 3 ans					
de 3 à 5 ans					
de 6 à 12 ans					
de 13 à 18 ans					
Plus de 18 ans					
TOTAL					
Activité professionnelle :		effectifs	%	effectifs	%
en emploi					
au chômage					
inactifs					
retraités					
étudiants					
TOTAL					
Revenus par Unité de Consommation :		effectifs	%	effectifs	%
inf. à 300 €					
de 300 à 499 €					
de 500 à 699 €					
de 700 à 899 €					
de 900 à 1099 €					
1100 € et +					
TOTAL					
Prestations perçues :		effectifs	% (sur total allocataires)	effectifs	% (sur total allocataires)
aides au logement					
minima sociaux					
petite enfance					

ANNEXE 2 À LA CONVENTION
—
ACTE D'ENGAGEMENT D'UN PRESTATAIRE DE SERVICES

Les fichiers désignés ci-après sont la propriété de la Caf des Alpes-Maritimes:

Données statistiques Caf des Alpes-Maritimes sur les Hauts de Vallauris

Ces fichiers sont mis à disposition du prestataire de services :

Nom, RS :

Adresse :

SIRET :

Cette mise à disposition est strictement subordonnée à la signature par chaque prestataire du présent acte d'engagement relatif à l'utilisation des fichiers.

Par le présent acte, le prestataire

- ☐ s'engage à n'exploiter les fichiers et les données de la CAF des Alpes-Maritimes sous toute forme et sous tout support, que pour autant que leur utilisation est strictement liée au contrat de prestations qui lui est confié par le commanditaire,
- ☐ s'interdit toute autre utilisation des fichiers et des données qu'ils contiennent, pour son propre compte ou pour le compte d'un tiers,
- ☐ s'engage à détruire les fichiers,
- ☐ s'engage à détruire tout support de données, y compris les éventuelles copies de sauvegarde constituées pendant l'exécution du contrat de prestation, qu'il n'aurait pas eu à restituer au commanditaire
- ☐ reconnaît que tout manquement de sa part à ces dispositions engagera sa pleine et entière responsabilité à l'égard de la Caf des Alpes-Maritimes,
- ☐ s'engage à prendre toutes les dispositions utiles, tant en ce qui concerne la sécurité des accès aux données que le respect par les agents des règles de confidentialité, pour assurer la non divulgation desdites données à des tiers non habilités.

Fait à Nice, le

Le prestataire - signature

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 19/02/2018
Numéro : CC_2018_025
Nature : DE - Deliberations
Objet : Mise à disposition de données statistiques des
allocataires - Convention avec la Caisse d'Allocations
Familiales des Alpes-Maritimes
Matière : 8.5 - Politique de la ville-habitat-logement
Interlocuteur
Nom : LE GRATIET Véronique

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : AyfBW5w

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 28/02/2018
Identifiant : 006-240600585-20180219-CC_2018_025-DE

Acte reçu

Date : 19/02/2018
Numéro interne : CC_2018_025
Code nature : 1
Code matière 1 : 8
Code matière 2 : 5
Objet : Mise à disposition de données statistiques des allocataires - Convention avec la Caisse d'Allocations
Familiales des Alpes-Maritimes
Classification utilisée : 19/04/2017
Document : 99_DE-006-240600585-20180219-CC_2018_025-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 1
99_AU-006-240600585-20180219-CC_2018_025-DE-1-1_2.PDF

N